

Barnier, l'extra...balle

écrit par Gilles La Carbona | 7 septembre 2024



Screenshot

Eurêka, Macron s'est enfin décidé à nommer un Premier ministre, soi-disant consensuel. L'heureux élu est Michel Barnier, Européiste convaincu, ancien commissaire européen, qui s'est illustré en faisant les pires misères aux Britanniques, suite au Brexit, car ils devaient payer le suprême affront de quitter l'UE.

Il a été aussi l'artisan actif du vol du référendum de 2005, favorable à la vaccination obligatoire pendant la crise COVID, membre du conseil stratégique du Forum de Davos, **on peut dire qu'il coche toute les cases d'un parfait macroniste, convaincu que la dissolution de la France est le seul remède à mettre en place.** Il n'est jamais élu que depuis 1978, il avait 27 ans, autant dire qu'il ne sait pas ce qu'est un vrai travail, autre que la représentation du peuple sur lequel il s'est assis à maintes reprises. Au passage on notera qu'est terminée la prime à la jeunesse qui devait apporter ce vent salubre de fraîcheur, cette nouvelle vision innovante de la politique et de ses arcanes. À la niche les jeunes loups aux dents trop longues. Les mêmes qui encensaient ce jeunisme décomplexé vont cette fois nous vanter les mérites de la maturité et de l'expérience... voir d'une certaine désuétude...

Macron était dans le mur, mais il ne veut pas lâcher et comme un joueur qui décroche une extra-balle au dernier moment, il prend Barnier, histoire de retarder de quelques semaines la question de sa destitution ou de sa démission.

Barnier, c'est surtout un LR dont le parti possède le moins de députés, il fallait oser, Macron l'a fait. On peut donc se demander où se trouvent les appuis capables de lui assurer une majorité qu'il n'a pas pour le moment. Mais qu'à cela ne tienne, il aurait l'assurance de ne pas être censuré. C'est en filigrane ce que vient d'annoncer Marine Le-Pen sous entendant « pour le moment », qui en politique ne veut strictement rien dire, ou qui vaut autant que le « nous sommes dans l'opposition » de Christian Jacob au soir des législatives de 2017, c'est dire.

Pourquoi ne serait-il pas censuré d'ailleurs ? En théorie il devrait incarner tout ce que prétend combattre le RN, à savoir un excès d'engagement européen, une soumission totale à la « mondialisation heureuse » et par conséquent à l'effacement de la nation France. Le RN jouerait-il un

double jeu ? Dans les circonstances actuelles et compte tenu des positions de ce parti, le doute est-il encore permis ? **Macron pense avoir trouvé la perle rare, il joue surtout la montre face à l'impasse dans laquelle il s'est engagé.** Il lui reste cependant à constituer son gouvernement. C'est peut-être là que les surprises sont à attendre. Vers qui se tournera-t-il ? Les LR bien entendu, quand on sait ce qu'ils représentent, pas certain que les électeurs s'y retrouvent, surtout si c'est pour sortir de la naphthaline les vieilles gloires qui ont toutes échoué.

Le RN ? Macron devra alors expliquer à ses troupes qu'il valide aujourd'hui des ministres issus d'un camp qu'il s'est évertué à combattre et dont il ne voulait pas entendre parler. Barnier se présente surtout comme la dernière cartouche que peut utiliser Macron, avant d'être seul contre tous et de devoir choisir entre démissionner ou être destitué. Pour ce qui est de la première option il faudra attendre que Barnier tombe, quant à la seconde elle est lancée. A-t-elle une chance d'aboutir ? Absolument pas si on en croit les autres pseudos opposants qui ne voient pas l'opportunité à saisir de se débarrasser du problème, c'est-à-dire de Macron. Car que l'on tourne la question dans tous les sens sur le pourquoi des difficultés institutionnelles, économiques, ou sociales on arrive toujours au même résultat : Macron. Si le motif désigné n'est pas le plus opportun, que les caciques parlementaires se penchent sur tout ce qui depuis sept ans justifierait amplement qu'il soit viré et ça devrait compenser. Mais il ne faudra pas compter sur les socialistes, ni même sur le RN, dont on finit par se demander ce qu'il attend pour se démarquer des autres.

Enfin le cirque des consultations en forme de grand oral est terminé, et ceux qui s'y sont pliés n'en sortent pas grandis. Il n'y avait pas à se commettre dans cette mascarade, Macron devait agir seul, la consultation avait eu

lieu dans les urnes, mais il voulait gagner du temps, chercher des alliances qu'il n'a pas trouvés, se rabattant sur un espoir de ne pas voir son poulain censuré trop vite. Bien entendu les avis divergent, qu'ils viennent de la gauche ou de la droite. Mélenchon qui voulait à toute force imposer Castets, trouve par contre anormal que le RN puisse avoir été consulté sur le nom de Barnier. L'anti-thèse de la démocratie est bien à gauche. Le « Che » reste sur sa position, à savoir que Macron ne respecte pas le verdict des urnes, affirmant qu'il « a volé l'élection aux Français ». Oui, il l'a volée, mais au RN qui, avec 37% des suffrages, largement en tête devant tout le monde, se retrouve pourtant en troisième position en nombre d'élus. Si l'un ne digère pas ce qu'il estime être un coup de force, l'autre s'en satisfait pleinement et espère peser sur les urgences des Français, oubliant un peu vite qu'en matière d'immigration, de sécurité Barnier s'alignera sur les directives Européennes qu'il a globalement défendues ou contribué à faire exister quand il était Commissaire à Bruxelles. Faut-il s'attendre à un miracle, on peut rêver. Mais on peut lui faire crédit de ces derniers discours dans lesquels, en matière d'immigration, il parlait effectivement comme le RN.

Mais la situation générale que nous traversons plaiderait plus pour une remise à plat totale de nos institutions qu'en faveur d'un acharnement à poursuivre sur un modèle qui a montré son essoufflement et qui produit l'inverse de ce qu'il promettait. La constitution du gouvernement devrait nous donner une indication sur le temps qu'il pourra espérer rester à Matignon, mais rien d'autre à notre sens. **Nous le répétons au RPF, Macron est le problème, le maintenir à la tête de l'État est une erreur.** La première chose que devrait faire le premier ministre, c'est un audit complet des finances publiques, mais cela suppose ensuite de faire des choix qui devraient aller contre la doxa officielle, notamment en ce qui concerne toutes les dépenses liées à l'immigration ou au maintien d'organismes et de commissions

qui ne servent à rien, si ce n'est entretenir une armée de copains parasites vivant aux crochets de nos impôts. Aura-t-il le courage de s'engager dans cette voie, ou se contentera-t-il de suivre les vieilles recettes de taxations et d'impôts nouveaux qui ne feront que ruiner un peu plus les chances de redresser le pays ? Nous devrions vite être fixés rapidement. Enfin, la seule bonne nouvelle est qu'il pourrait, du fait de ses relations à Bruxelles, obtenir un genre de sursis en matière de finances pour la France. Au RPF, en la matière, nous plaidons pour des économies d'échelle, rationaliser les dépenses de fonctionnement, moins de subventions à droite à gauche, moins de dépenses en matière d'immigration, moins de subventions aux entreprises, si c'est pour ensuite les reprendre sous forme d'impôts, une remise à plat de la fiscalité, entre autres urgences...

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire